



## Séance ordinaire du jeudi 1 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le premier juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Sébastien COTE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Hervé MARTIN, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI**

## **Animation du territoire - Convention-cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Fédération Française de Cyclisme - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 18 septembre 2002, le Conseil communautaire a déterminé les critères de son intervention dans le domaine sportif et notamment son rôle dans la diffusion et l'accompagnement du sport de haut niveau.

Disposant de nombreux atouts dont une culture sportive ancrée ainsi que d'une expertise reconnue par une expérience remarquable en termes d'accueil d'événements sportifs internationaux (Coupe du Monde de football 1998, Coupe du Monde de rugby 2007, Euro basket 2015, Tour de France 2016, Championnat de France de natation, Championnat d'Europe de Karaté 2016, Championnat du Monde de Handball 2017, Coupe du Monde Féminine de Football FIFA 2019, Euro Volley 2019, Championnats du Monde de Patinage artistique 2022, Coupe du Monde de natation artistique 2023...), Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sont une terre d'accueil renommée, labellisée Terre de Jeux 2024 et appréciée par les fédérations sportives.

Dans ce contexte, la Ville s'est doté d'un équipement sportif structurant majeur en matière de sports de glisse urbaine. Le BMX Skate Park International de Montpellier, permet d'asseoir le territoire comme un haut lieu des sports de glisse et plus particulièrement du BMX freestyle. Cet équipement offre aux sportives et sportifs des disciplines concernées les conditions optimales d'entraînement. La Ville et la Métropole accompagnent ainsi la Fédération Française de Cyclisme (FFC) dans son programme haut niveau et de très haute performance, notamment par l'implantation du pôle France de BMX Freestyle sur le site, afin de favoriser les Équipes de France en vue de leurs compétitions internationales et particulièrement les Jeux de Paris 2024.

Dans ce cadre, la Ville et la Métropole souhaitent conclure un partenariat global avec la Fédération Française de Cyclisme afin d'amplifier leur rayonnement et l'attractivité de leurs territoires et équipements à travers les disciplines organisées par la FFC.

Cette démarche s'inscrit dans une perspective d'héritage global, renforcée par la dynamique olympique et paralympique de Paris 2024 et notamment le positionnement du territoire en qualité de « *Centre de Préparation des Jeux* » mais aussi d'accueil d'événements sportifs au-delà des Jeux, mais également dans le cadre du déploiement du plan « savoir rouler à vélo » porté par la Ville de Montpellier.

En raison de l'excellence de son équipement sportif, des facilités d'hébergement, de transport et d'entraînement conformes aux souhaits de préparation à la très haute performance, les Parties entendent fixer un cadre de coopération visant à entretenir et développer une relation événementielle forte et pérenne.

Aussi, par la présente convention la Fédération s'engage à proposer à la Métropole et à la Ville d'accueillir, sous réserve de faisabilités, l'organisation complète des événements sportifs suivants :

1. Épreuves de compétitions nationales :
  - a. Le championnat de France de BMX freestyle 2024 ;
  - b. Le tournoi de qualification olympique de BMX freestyle ;
  - c. Le championnat de France Avenir de cyclisme sur route en 2025 ;
  - d. Le championnat de France Elite de cyclisme sur route en 2026.
2. Accueil de stages :
  - a. La préparation terminale de l'équipe de France masculine et féminine de BMX freestyle pour les Jeux de Paris 2024 ;

La convention entre la Fédération, la Métropole et la Ville de Montpellier propose également la tenue d'une assemblée fédérale sur le territoire de la Métropole au cours de sa durée d'exécution.

Afin de favoriser au mieux l'accueil de ces manifestations sportives, la Ville et la Métropole s'engagent, dans la mesure de ses contraintes et de ses disponibilités à examiner les conditions de mise à disposition à la Fédération, des équipements sportifs utiles et des autorisations d'occupation temporaire du domaine public nécessaires. Egalement, sous réserve du vote du budget par l'assemblée délibérante, la Ville et la Métropole s'engagent à examiner les conditions financières de réalisation des événements à Montpellier et l'éventuelle attribution de subventions d'accompagnement permettant la bonne tenue de l'évènement.

Chaque manifestation fera l'objet d'une décision afin de conclure une convention spécifique, en complément de la convention-cadre, permettant de déterminer et détailler les modalités précises de la mise disposition ainsi que les conditions financières du partenariat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention-cadre entre la Métropole, la Ville de Montpellier et la Fédération Française de Cyclisme concernant l'accueil d'événements sportifs et de stages des équipes de France ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 15 juin 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230601-232746-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 230521 - Convention FFCyclisme tripartite.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.